



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 12 AVRIL 2021

L'an deux mille vingt et un, le douze du mois d'avril à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 8 avril 2021, s'est réuni exceptionnellement dans la salle des fêtes André Hoyaux, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCRUYSE, Maire.

NOMBRE DE MEMBRES	<u>Etaient présents</u> :	Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, GUILLAUD Patricia, MASSELOT Catherine, PAUL Christine, PESSÉ Sandrine, THIEFFRY Martine Messieurs DELBERGHE Paul-Edward, DELEVOYE Didier, LEFEBVRE Francis, LEMAIRE Aurélien, LEPERS Jean-Marie, LEROY Bertrand, VERCRUYSE Olivier
En exercice : 19	<u>Absent excusé</u> :	BONNEL Amaury ayant donné procuration à VERCRUYSE Olivier
Présents : 15	<u>Absents</u> :	FIEVET Béatrice, MARCHAND Laurent, VERDONCK Sébastien
Votants : 16		Madame MASSELOT Catherine est nommée secrétaire de séance

N° : D 29-2021

MODIFICATIONS STATUTAIRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PEVELE CAREMBAULT (CCPC)

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 mai 2013 portant création de la Communauté de Communes Pévèle Carembault issue de la fusion des communautés de communes du Carembault, du Sud Pévèlois, du Pays de Pévèle, Cœur de Pévèle et Espace en Pévèle, et du rattachement de la commune de Pont à Marcq,

Vu l'article 8 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019, modifiée par l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020, relatif à la prise de compétence mobilité par les communautés de communes,

Vu l'article 13 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 supprimant la catégorie des compétences optionnelles des communautés de communes et disposant que celles-ci continuent d'exercer, à titre supplémentaire, les compétences qu'elles exerçaient à titre optionnel à la date de publication de la présente loi, jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement dans les conditions prévues à l'article L. 521-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'article L 5211-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, tel que modifié par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite de Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), la loi d'orientation des mobilités n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 et celle n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 dite loi Engagement et Proximité,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2019 relatif aux statuts de la CCPC à compter du 1^{er} janvier 2020,

Vu la délibération CC_2021_18 du Conseil communautaire en date du 15 février 2021 relative aux modifications statutaires de la Communauté de Communes Pévèle Carembault,

Considérant que cette délibération acte :

- La restitution de la compétence « Politique de la Ville » à la commune d'OSTRICOURT,
- La prise de la compétence supplémentaire MOBILITES,
- Que les compétences exercées auparavant à titre optionnel le sont désormais à titre supplémentaire,

Vu le projet des statuts modifiés de la CCPC annexés à la présente délibération,

Vu les dispositions de l'article L 5211-17-1 du CGCT (restitution de compétence), « le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'EPCI, pour se prononcer sur la restitution proposée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable ».

Vu les dispositions de l'article L 5211-17 du CGCT (transfert de compétence), « le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'EPCI, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable ».

Vu les dispositions de l'article L 5211-20 du CGCT (autres modifications statutaires), « à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'EPCI au Maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable ».

Où l'exposé de son Maire,

Après en avoir délibéré

DECIDE

- ✓ D'adopter la modification des statuts de la Communauté de Communes PEVELE CAREMBAULT

Décision prise à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme
Délibération signée le 16 avril 2021

Le Maire,

Olivier VERCRUYSSSE

